https://www.elcorreo.eu.org/USA-2012-2016-Un-pays-insolvable-et-ingouvernableGeab-no-60

Crise systémique globale

USA 2012/2016 : Un pays insolvable et ingouvernableGeab nÂ° 60

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : vendredi 16 décembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Comme annoncé dans de précédents GEAB, notre équipe présente dans ce GEAB NÂ°60 ses anticipations sur l'évolution des Etats-Unis pour la période 2012-2016. Ce pays, épicentre de la crise systémique globale et pilier du système international depuis 1945, va traverser une période particulièrement tragique de son histoire au cours de ces cinq années. Déjà insolvable il va devenir ingouvernable, entraînant pour les Etasuniens et ceux qui dépendent des Etats-Unis des chocs économiques, financiers, monétaires, géopolitiques et sociaux violents et destructeurs. Si les Etats-Unis d'aujourd'hui sont déjà bien différents de l' « hyper-puissance » de 2006, année de publication des premiers GEAB annonçant la crise systémique globale et la fin de la toute-puissance US, les changements que nous anticipons pour la période 2012-2016 sont encore plus importants, et vont transformer radicalement le pays, son système institutionnel, son tissu social et son poids économique et financier.

Parallèlement, comme à chaque mois de Décembre, nous évaluons nos anticipations pour l'année écoulée. Cet exercice trop rarement pratiqué par les *think-tanks*, experts et médias [1] est un instrument permettant à nos abonnés [2] comme à nos chercheurs de vérifier que notre travail garde bien une forte valeur-ajoutée et qu'il est en prise directe avec la réalité. Cette année notre score s'est légèrement amélioré et LEAP/E2020 atteint ainsi un résultat de 82% de succès dans ses anticipations pour 2011.

Nous détaillons par ailleurs nos recommandations concernant les devises, l'or, les bourses et les conséquences de la marginalisation du Royaume-Uni au sein de l'UE [3] sur la Livre, les Gilts et la dette britannique et nous formulons quelques conseils concernant les évolutions du système institutionnel des Etats-Unis [4].

Dans ce communiqué public nous avons choisi de présenter un extrait de notre anticipation sur l'évolution des Etats-Unis pour la période 2012-2016.

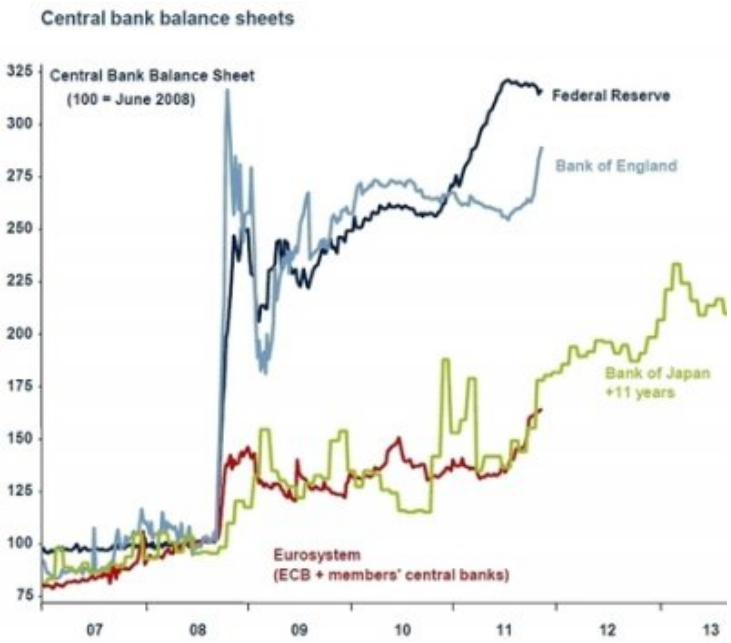
Mais avant d'aborder le cas américain, nous souhaitons faire le point sur la situation européenne [5].

De la non-dislocation de l’Euroland à la dislocation du Royaume Uni

Comme anticipé par notre équipe, le sommet européen de Bruxelles des 7 et 8 Décembre derniers a bien débouché sur deux évènements-clés :

- la poursuite de l'intégration de l'Euroland avec une accélération et un renforcement des intégrations budgétaires et financières et l'amorce d'une intégration fiscale [6]. Les gouvernements de la zone Euro, Allemagne en tête, ont confirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de ce processus, contrairement à tous les discours anglo-saxons et eurosceptiques qui depuis deux ans prédisaient que l'Allemagne abandonnerait l'Euro. Parallèlement, ils refusent de suivre le chemin de la Fed et de la Banque d'Angleterre en s'interdisant de faire tourner la planche à billets (*Quantitative Easing*) tant que la discipline budgétaire n'est pas assurée au sein de l'Euroland [7]. Les échecs évidents des QE aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni [8] confirment la pertinence de ce choix qui permettra fin 2012 d'initier la création d'Eurobonds [9].

Copyright © El Correo



Evolution des bilans des banques centrales américaine, britannique, japonaise et européenne (2007-2011, base 100 en Juin 2008)

– Source : Société Générale, 11/2011

En revanche, l' « assurance » que le cas grec, d' « imposition volontaire » d'une décote de 50% aux créanciers privés du pays, restera une exception est une promesse qui n'engage que ceux qui la croient. Elle a d'ailleurs été poussée par le président français Nicolas Sarkozy dont les concitoyens savent très bien, après cinq ans de pratique, que ses engagements n'ont aucune valeur durable et sont toujours de nature tactique [10].

- la marginalisation durable (au moins 5 ans) du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne confirmant de manière éclatante que c'est bien l'Euroland dorénavant qui dirige les affaires européennes. L'incapacité de David Cameron à pouvoir rassembler ne serait-ce que deux ou trois des « alliés traditionnels » du Royaume-Uni [11] illustre l'affaiblissement structurel de la diplomatie britannique et le manque de confiance général en Europe sur la capacité du Royaume-Uni à surmonter la crise [12]. C'est aussi un indicateur fiable de la perte d'influence des Etats-Unis sur le continent puisque l'envoi du Secrétaire au Trésor Tim Geithner et du vice-président Joe Biden en maraude sur le continent quelques jours avant le sommet n'a servi à rien et n'a pas permis d'éviter l'échec britannique [13].



Comparaison des taux d'intérêts sur la dette actuelle et à 10 ans.

– Source : Figaro, 11/2011

Ce sommet aura donc en effet été historique, mais pas encore parce qu'il aura réglé les problèmes financiers et budgétaires européens. Comme nous l'avions anticipé en Décembre 2010, et comme Angela Merkel vient de le rappeler au Bundestag, le chemin de l'Euroland est un parcours long, complexe, et chaotique, à l'image de la route parcourue depuis les années 1950 en matière d'intégration européenne [14]. Mais c'est un chemin qui renforce notre continent et va placer l'Euroland au cœur du monde d'après la crise [15]. Si les marchés ne sont pas contents de cette réalité, c'est leur problème. Ils vont continuer à voir leurs actifs-fantômes s'envoler en fumée, leurs banques et *hedge funds* faire faillite, essayant en vain de faire grimper les taux sur les dettes européennes [16] avec pour résultat de voir les notes des agences de crédit anglo-saxonne perdre toute crédibilité [17].

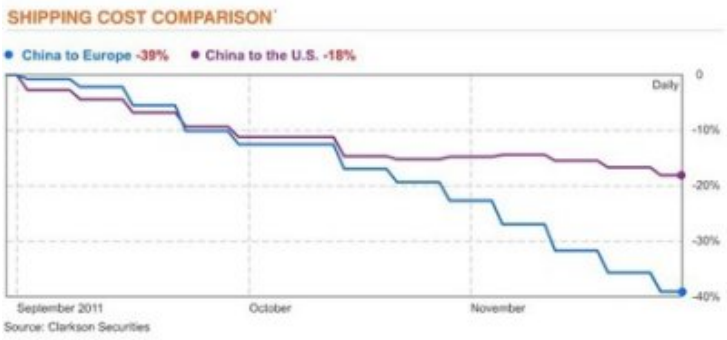


Evolution des donations des principaux *hedge funds* au parti conservateur britannique (2001-2011) – Source : Financial Times, 12/2011

Ce sommet est historique car il confirme et dynamise le retour des pays fondateurs de l'UE aux commandes du projet européen et car il montre que loin d'assister à une dislocation de la zone Euro, le choc qu'a tenté David Cameron sur ordre des financiers de la City [18], aboutit à une accélération de la dislocation du Royaume-Uni [19]. Outre l'affrontement entre Libéraux-Démocrates et Conservateurs qu'a initié l'attitude de Cameron, fragilisant toujours plus une coalition déjà bien mal en point, cette marginalisation britannique suscite une opposition farouche en Ecosse et au Pays de Galles dont les dirigeants proclament leur attachement à l'UE et leur volonté, pour ce qui est de l'Ecosse [20], de rejoindre l'Euro une fois le processus d'indépendance mis en route vers 2014 [21]. Et, cerise sur le gâteau, la collusion entre la City et le gouvernement britannique est désormais un thème qui dépasse les frontières britanniques et renforce la détermination du continent à mettre sous contrôle définitif cette entité « *hors la loi* ». Comme nous l'avons décrit depuis Décembre 2009 et le début des attaques contre la Grèce et l'Euroland, la *City*, effrayée par les conséquences de la crise en matière de réglementation européenne, s'est lancée dans une attaque contre l'Euroland en gestation, mettant à son service le parti Conservateur et les médias financiers anglo-saxons [22]. L'épisode du récent sommet de Bruxelles marque une défaite majeure pour la City dans cette guerre de plus en plus publique, exposant au passage la rancœur d'une majorité de Britanniques non pas contre l'Euroland mais contre la *City* [23] accusée de parasiter le pays [24]. Avec 1 800 milliards £ d'argent public investis dans les banques pour éviter leur effondrement en 2008, les contribuables britanniques sont en effet ceux qui ont payé le plus cher le sauvetage des établissements financiers. Et le gouvernement anglais peut bien continuer à exclure cette somme du calcul de son endettement public en prétendant qu'elle est un « investissement », de facto, de moins en moins de monde imagine que les banques de la City se remettront de la crise, surtout depuis l'aggravation du second semestre 2011 : les actions achetés par l'Etat ne valent en fait déjà plus rien. Le « *hedge fund UK* » est au bord du précipice [25]… et grâce à David Cameron et à la City, il est isolé, sans personne pour lui venir en aide, ni en Europe ni aux Etats-Unis. Avec la bulle chinoise [26] sur le point de rejoindre la récession

Copyright © El Correo

européenne et la dépression usaméricaine, la tempête de 2012 va déterminer si David Cameron et son ministre des Finances George Osborne sont de dignes descendants des grands navigateurs britanniques.



Evolution des coûts du frêt maritime Chine/Europe (en bleu) **et Chine/USA** (en rouge) (Septembre-Novembre 2011)
– Source : Phantonomics, 12/2011

Mais revenons maintenant à l'extrait de notre anticipation sur l'avenir des Etats-Unis pour la période 2012-2016.
USA 2012/2016 : Un pays insolvable et ingouvernable Dans ce GEAB NÂ°60, notre équipe présente donc ses anticipations à propos de l'avenir des Etats-Unis pour la période 2012-2016. Nous rappelons que depuis 2006 et les premiers GEAB, LEAP/E2020 a décrit la crise systémique globale comme un phénomène caractérisant la fin du monde tel qu'on le connaît depuis 1945, marquant l'effondrement du pilier US sur lequel cet ordre mondial a reposé depuis près de sept décennies. Dès 2006, nous avions identifié les années 2011-2013 comme étant celles au cours de laquelle le « *Mur Dollar* » sur lequel est assise la puissance des Etats-Unis allait se disloquer. L'été 2011, avec la dégradation de la note de crédit des USA par l'agence S&P a marqué un tournant historique et a confirmé que l' « impossible » [27] était bien en train de se concrétiser. Il nous paraît donc essentiel de fournir aujourd'hui à nos lecteurs une vision anticipatrice claire sur ce qui attend le « *pilier* » du monde d'avant la crise au moment où cette crise est passée à la « vitesse supérieure » depuis l'été 2011 [28]. Ainsi, selon LEAP/E2020, l'année électorale 2012 qui s'ouvre sur fond de dépression économique et sociale, de paralysie complète de l'appareil d'état fédéral [29], de fort rejet du bipartisme traditionnel et de questionnements croissants sur la pertinence de la Constitution, inaugure une période cruciale de l'histoire des Etats-Unis. Au cours des prochaines quatre années, le pays va être soumis à des chocs politiques, économiques, financiers et sociaux comme il n'en a pas connu depuis la fin de la Guerre de Sécession qui, hasard de l'Histoire, débuta très exactement il y a 150 ans en 1861. Au cours de cette période, les Etats-Unis vont être simultanément insolvables et ingouvernables, transformant en « *bateau-ivre* » ce qui fut le « navire-amiral » du monde de ces dernières décennies. Pour rendre compréhensible la complexité des processus en cours, notre équipe a choisi d'organiser ses anticipations en la matière autour de trois grands pôles :

1. La paralysie institutionnelle US et la dislocation du bipartisme traditionnel

2. La spirale économique infernale US : récession/dépression/inflation

3. La décomposition du tissu socio-politique US

La spirale économique infernale US : récession/dépression/inflation (extrait) En effet, les Etats-Unis terminent l'année 2011 dans un état de faiblesse sans équivalent depuis la Guerre de Sécession. Ils n'exercent plus aucun *leadership* significatif au niveau international. La confrontation entre blocs géopolitiques s'aiguise et ils se trouvent confrontés à presque tous les grands acteurs du monde : Chine, Russie, Brésil (et plus généralement quasiment toute l'Amérique du Sud) et désormais l'Euroland [30]. Parallèlement, ils n'arrivent pas à maîtriser un chômage dont le taux réel stagne autour de 20% sur fond d'une réduction continue et sans précédent de la population active (qui est tombée désormais à son niveau de 2001 [31]). L'immobilier, fondement de la richesse des ménages US avec la Bourse, continue à voir ses prix chuter année après année malgré les tentatives désespérées de la *Fed* [32] de faciliter les

Copyright © El Correo

prêts à l'économie via son taux zéro. La Bourse a repris sa baisse interrompue artificiellement par les deux *Quantitative Easing* de 2009 et 2010. Les banques usaméricaines, dont les bilans sont beaucoup plus chargés en produits financiers dérivés que leurs homologues européennes, s'approchent dangereusement d'une nouvelle série de faillites dont MF Global est un signe avant-coureur, démontrant l'inexistence des procédures de contrôle ou d'alerte trois ans après l'effondrement de *Wall Street* en 2008 [33]. La pauvreté s'étend chaque jour un peu plus dans le pays où un Usaméricain sur six dépend désormais des bons d'alimentation [34] et où un enfant sur cinq connaît des épisodes de vie dans la rue [35]. Les services publics (éducation, social, police, voirie, …) ont été considérablement réduits dans tout le pays pour éviter les faillites de villes, comtés ou Etats. Le succès rencontré par la révolte des classes moyennes et des jeunes (TP et OWS) s'explique par ces évolutions objectives. Et les années à venir vont voir ces tendances s'aggraver. L'état de faiblesse de l'économie et de la société US de 2011 est paradoxalement le résultat des tentatives de « sauvetage » conduites en 2009/2010 (plans de stimulation, QE, …) et de la dégradation d'une situation « normale » pré-2008. 2012 va marquer la première année de dégradation à partir d'une situation déjà très détériorée [36]. Les PME, les ménages, les collectivités locales [37], les services publics, … n'ont plus de « matelas » pour atténuer le choc de la récession dans laquelle le pays est à nouveau tombé [38]. Nous avons anticipé que l'année 2012 allait voir une baisse de 30% du Dollar US par rapport aux principales devises mondiales. Dans cette économie qui importe l'essentiel de ses biens de consommation, cela se traduira par une baisse quasiment équivalente du pouvoir d'achat des ménages US sur fond d'inflation à deux chiffres. *TP* et *OWS* ont donc de beaux jours devant eux car la colère de 2011 va devenir de la rage en 2012/2013… **GEAB NÂ°60**, 15 décembre 2011.

---

[1] Sans même parler des agences de notation qui passent leur temps à modifier leurs évaluations, preuve qu'elles ne disposent d'aucune méthodologie fiable et qu'elles voguent au gré des pressions et des modes.

[2] Qui peuvent juger ainsi directement à la fois la pertinence de nos anticipations et l'honnêteté de nos évaluations.

[3] Une évolution anticipée de longue date par notre équipe.

[4] A la demande de nombreux lecteurs US.

[5] C'est dans le GEAB 61 ou 62 que nous présenterons nos anticipations pour l'UE 2012-2016.

[6] Le président de l'UE, Herman Van Rompuy, a presque raison de dire que dans quelques années on jugera cette fin d'année 2011 comme une « *annus mirabilis* » pour l'Europe. Pour notre équipe, c'est 2012 qui sera en fait l'année clé. Source : **Le Soir**, 13/12/2011

[7] Source : **New York Times**, 10/12/2011

[8] La Banque des Règlements Internationaux vient de signaler au Royaume-Uni que sa politique de Quantitative Easing était en train d'échouer. Source : **Telegraph**, 12/12/2011

[9] Quoiqu'en dise Angela Merkel aujourd'hui.

[10] Les Allemands, Néerlandais et autres pays excédentaires sont d'ailleurs bien décidés à revenir sur ce point le jour venu. Et nous maintenons notre anticipation sur le fait que 30% des dettes occidentales publiques ne seront pas remboursées en 2012 : en Europe, au Japon et aux Etats-Unis.

[11] C'est-à-dire les pays européens encore inféodés à Washington comme la Tchéquie de Vaclav Klaus, les pays baltes ou la Suède.

[12] Tous les pays hors zone Euro, sauf le Royaume-Uni, se sont sagement rangés derrière la bannière de la monnaie unique européenne. Mais bien entendu, ils sont sans aucun doute « irresponsables », « idiots » ou « inconscients »… à la différence des chroniqueurs des médias

Copyright © El Correo

anglo-saxons qui eux savent que tout cela est condamné à l'échec. Tout comme avant 2008, ils étaient persuadés de l'invincibilité de la finance anglo-saxonne ou, jusqu'au second semestre 2011, que la crise était sous contrôle ! Source : **Libération**, 13/12/2011

[13] Ce type de visites US de haut rang ou de coup de téléphones présidentiels, largement relayés par la presse US, juste avant un sommet européen est devenu une caractéristique de l'administration Obama. Faute de pouvoir influer sur les événements - puisque les Eurolandais ont bien fait comprendre à Washington de s'occuper de ses propres affaires, cela permet de faire croire à l'opinion publique américaine que Washington est toujours le « deus ex machina » des affaires européennes ; alors même que jamais depuis 1945, l'influence US n'aura été aussi faible sur l'évolution de l'Europe. C'est vrai que sans argent, sans menace commune et sans crédibilité en matière économique et financière, la tâche des envoyés américains n'est pas facile !

[14] Source : **Euronews**, 14/12/2011

[15] Selon LEAP/E2020, Angela Merkel est sans conteste aujourd'hui le seul « homme d'état » européen, et même occidental. Elle n'est pas une grande visionnaire mais c'est la seule responsable politique mariant la nécessité de politiques difficiles avec une vision positive de l'avenir. Et quoiqu'on en pense, elle fait preuve d'une indéniable détermination, une qualité nécessaire pour réaliser les choses qui ont de l'importance en politique et qui sont toujours des choses difficiles.

[16] Nous disons « en vain » pour deux raisons. D'une part, parce que les taux réels actuels ne sont pas du tout ceux qu'utilise la presse (voir graphique ci-dessus) ; et d'autre part, parce que, selon nos analyses, l'Euroland en 2012 ou début 2013, si les taux continuent à monter, va entreprendre de collecter directement une partie de l'immense épargne européenne pour se désengager à ses conditions des marchés financiers anglo-saxons … qui devront accepter une grosse décote.

[17] A ce propos, la composition de l'actionnariat des trois agences éclaire l'absence totale d'indépendance de leurs décisions puisqu'elles sont aux mains de quelques grandes banques et fonds d'investissements US (source : **Bankster**, 04/11/2011). Il est temps qu'elle dégrade la note de l'Euroland de plusieurs points … pour que les investisseurs fassent leurs choix : croire les notes des agences ou se fier à leurs propres opinions (source : **CNBC**, 15/12/2011). Il y aura une différence in fine. Selon LEAP/E2020, ceux qui suivront les agences seront les plus gros perdants de cette crise financière. Et la tentative des gouvernements européens de « garder à tout prix leur AAA », comme c'est le cas de Nicolas Sarkozy, démontre une seule chose : ils ne font qu'écouter leurs amis financiers. Quand on est l'Euroland et qu'on est le premier bloc commercial mondial, le détenteur de la plus grosse épargne mondiale, etc…, on se moque complètement des agences de notation. On les ignore ou on leur casse les reins. Deux choses qui seront au programme de 2012 d'ailleurs.

[18] Les « *hedge funds* » de la City sont devenus les plus gros donateurs du parti conservateur (voir graphique ci-dessus) qui de facto est leur relais politique. Et ces mêmes « *hedge funds* » ont bien entendu une tendresse particulière pour les Eurosceptiques britanniques dont Roger Cohen brosse un tableau particulièrement édifiant dans le **New York Times** du 13/12/2011 Ce que reproche les eurosceptiques britanniques à Angela Merkel, ce n'est pas qu'elle soit allemande, mais c'est qu'elle ne soit pas nazie. Si c'était le cas, leurs idées de « race supérieure » pourraient s'exprimer plus aisément au sein de l'UE.

[19] Qui se retrouve privé d'influence sur les décisions qui l'affecteront de toute manière. Source : **Guardian**, 10/12/2011

[20] Sources : **Scottish TV**, 12/12/2011 ; **Wales Online**, 10/12/2011 ; **Independent**, 05/12/2011

[21] A ce propos, notre équipe en profite pour partager ses réflexions sur l'utilisation du terme « Uni » dans les noms de pays. Nous considérons que tous les pays ou entités politiques qui mettent le mot Uni ou Union dans leur nom sont condamnés à la désunion le jour où une crise grave modifie les équilibres internes. Le fait d'utiliser le terme « Uni » masque en fait un problème fondamental d'identité commune. C'est pour cela que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques s'est effondrée ; que les Provinces Unies se sont désunies et que les Etats-Unis comme le Royaume-Uni font face à des tendances centrifuges croissantes. C'est aussi pour cela que l'Union européenne n'est pas une entité politique viable (elle est vouée à n'être qu'un grand marché, source : **Spiegel**, 18/11/2011)… à la différence de l'Euroland qui n'a pas besoin de rajouter Union ou Uni pour avoir une identité commune. Franck Biancheri, directeur de LEAP/E2020, avait ainsi exprimé, pour ces raisons, son opposition à l'adoption du terme Union européenne à la place de Communauté européenne au début des années 1990.

[22] Et utilisant pleinement sa capacité à manipuler les cours des devises et autres actifs financiers. Une aptitude en rapide déclin du fait de la crise

Copyright © El Correo

et du dévoilement croissant de la manipulation en cours.

[23] Source : **Independent**, 10/12/2011

[24] La *City* est une survivance féodale qui échappe à toute réglementation sérieuse au sein du Royaume-Uni. Ne serait-ce que parce qu'elle est un immense centre financier que trop peu de contrôleurs « contrôlent », appuyé sur le vaste réseau des paradis fiscaux formé des confettis de l'ancien empire britannique. Pour information, **France Télévisions** vient de diffuser un remarquable reportage sur la City en date du 11/2011. On pourrait dire que la City est une sorte de base « pirates » à l'image des côtes **barbaresques** que les puissances européennes ont finalement mâtées par des campagnes militaires au XIXÂ° siècle, après des siècles de piratages et de trafics en tous genres.

[25] Que soit du fait de la dette publique ou de la dette privée. Ainsi, en 2012 les investisseurs immobiliers britanniques vont être incapables de refinancer 156 milliards USD de prêts. Source : **Bloomberg**, 09/12/2011

[26] Sources : **Telegraph**, 14/12/2011 ; **Les Echos**, 01/12/2011

[27] Souvenons-nous qu'un an auparavant seulement il paraissait totalement farfelu d'anticiper une telle dégradation. Les experts financiers, médias spécialisés et autres spécialistes de « l'avenir comme copie conforme du passé » estimaient impossible une telle dégradation, ou éventuellement à terme de cinq ou dix ans si la situation financière du pays continuait à se dégrader.

[28] Cette exigence est d'autant plus forte que les sphères médiatiques et financières sont totalement parasitées par le « leurre » que constitue la « crise de l'Euro », destiné, comme nous le soulignons depuis deux ans, à cacher la gravité de la situation au cœur du système financier mondial, à savoir à *Wall Street* et à la *City*. Le retentissant échec de David Cameron à Bruxelles la semaine dernière illustre d'ailleurs l'affolement qui règne au cœur de la finance anglo-saxonne.

[29] L'Euroland, malgré ses « handicaps » rappelés à longueur de médias anglo-saxons et les quolibets hystériques des relais de *Wall Street* et la *City*, réussit depuis près de deux ans à construire tout un nouvel appareillage politico-institutionnel pour traverser la crise et se préparer au monde d'après. Les Etats-Unis au contraire s'avèrent totalement incapables de la moindre initiative pour s'adapter à la nouvelle donne mondiale comme l'a montré encore récemment l'échec de la super-commission de réduction du déficit malgré son objectif bien limité de 1 500 milliards de réductions sur 10 ans (voir le graphique ci-dessus). L'Histoire des Etats comme des espèces montre pourtant que la capacité d'adaptation est essentielle à la survie ; et que c'est une loi qui ne souffre aucune exception.

[30] Dans son superbe poème « **Tu seras un Homme, mon fils** », Rudyard Kipling écrivait « … Si tu peux supporter d'entendre tes paroles / Travesties par des gueux pour exciter des sots, / Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles / Sans mentir toi-même d'un mot... Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire / Seront à tous jamais tes esclaves soumis ». Et ce conseil vaut pour les collectivités aussi bien que pour les individus car la lecture de la presse anglo-saxonne à propos de l'Euro et de l'Euroland fait irrésistiblement penser à notre équipe à ce passage du poème. Cependant, avec la marginalisation du Royaume-Uni au sein de l'UE et l'accélération de l'intégration de l'Euroland (conformément à nos anticipations), nous constatons le franchissement d'une barrière psychologique dans l'Euroland : le temps n'est plus à ménager les susceptibilités de nos « alliés » anglo-saxons, mais tout simplement à se protéger des attaques de nos adversaires anglo-saxons. A la différence des médias et experts « ***mainstream*** » de *Wall Street* et la *City*, les Eurolandais ne perdent pas de temps « à travestir les paroles pour exciter des sots » ; ils se contentent de prendre en compte la réalité, d'avancer en faisant le « gros dos » et de couper un par un les cordes qui les reliaient aux places financières (et demain politiques) britanniques et américaines. Notre équipe ne peut pas résister au plaisir de présenter une nouvelle illustration de la manipulation quotidienne d'information dont se sont fait une spécialité la plupart des médias britanniques et américains. Ainsi, dans le cadre de notre rubrique « les gueux parlent aux sots », ***MarketWatch*** publiait un article le 14/12/2011 intitulé « Les gestionnaires de fonds craignent une dislocation de la zone Euro ». Or, que découvrait-on à l'intérieur de l'article ? Que leur principale crainte (pour 75% d'entre eux) était une nouvelle dégradation de la note US (48% pensant que cela arrivera en 2012) et que seulement 44% d'entre eux pensaient qu'il y avait un risque qu'un pays sorte un jour de la zone Euro, sans mention de délai. Un titrage honnête aurait donc dû être « Les gestionnaires de fond craignent une nouvelle dégradation de la note US ». Mais comme on dit en Français : « à la guerre, comme à la guerre ! »

[31] Alors que dans le même temps la population US s'est accrue de 30 millions de personnes, soit une hausse de 10%. Source : ***Washington Post*** , 02/12/2011

Copyright © El Correo

[32] Pour notre équipe, 2013/2014 va offrir, via le Congrès et du fait d'un soutien massif dans l'opinion publique, une occasion sans précédent de réclamer un démantèlement de la Fed. Les convictions anti-fédérales des *Tea Parties* et celles anti-*Wall Street* d'OWS trouveront là un irrésistible point de convergence.

[33] A ce sujet, il est particulièrement intéressant de constater que les agences de notation, *Moody's* en tête, n'ont à nouveau rien vu venir puisque, jusqu'à la fin de l'été 2011, MF Global était recommandé par ces agences … alors même que la société était déjà en train de ponctionner les comptes de ses clients pour tenter de survivre. Que ceux qui croient que leurs investissements sont mieux protégés à *Wall Street* ou la *City* méditent sur ce « détail ».

[34] Sources : **MSNBC**, 11/2011 ; **RT**, 08/12/2011

[35] Ce sont des chiffres qui classent dorénavant le pays intégralement dans la catégorie « tiers-monde » en matière sociale. Source : **Beforeitsnews**, 29/11/2011

[36] Le pays ne parvient plus à générer de la croissance comme l'explique Gregor McDonald dans **SeekingAlpha** du 05/12/2011.

[37] Source : *Washington Post*, 29/11/2011

[38] En fait, il ne l'a jamais quitté depuis 2008, sauf techniquement du fait des mesures macro-économiques. Mais personne ne se nourrit de macro-économie … sauf les économistes.

Copyright © El Correo